



LE MONDE ILLUSTRÉ

ALBUM UNIVERSEL

Chronique



La bataille de la mer du Japon, l'incident du Maroc, la visite du roi d'Espagne à Paris et à Londres, les événements se précipitent avec une rapidité vertigineuse. Le monde diplomatique est sur les dents et les hommes et les choses sont emportés dans un tourbillon, qui n'a rien de bien rassurant pour la paix universelle.

A la façon dont s'écrit l'histoire contemporaine, on sent toute l'intensité de la fièvre, qui brûle notre siècle.

Le dernier événement, le plus grave peut-être de la présente série, c'est la démission de M. Delcassé, l'ex-ministre des affaires étrangères de France. En voilà un que les gasconades de l'empereur Teuton aura empêché de dormir. Sa retraite du cabinet Rouvier, au lendemain de la visite du Roi d'Espagne à Paris, visite ouvertement destinée à resserrer les liens de la "cordiale entente", jette tout d'un coup dans la balance de l'imprévu l'épineuse question du Maroc. Guillaume II triomphe et s'il n'en tient qu'à l'ambition inassouvie du "monarque-commerçant", — il exprimait tout récemment son regret d'avoir laissé rouiller l'épée de ses pères — le Kaiser ne laissera pas s'échapper une occasion aussi opportune de faire connaître à l'Europe le nombre de ses soldats et de ses canons. Depuis la défaite de sa rivale de l'Est, la main sur la Pologne dégarnie, l'Allemagne est maîtresse de l'Europe et la France, l'Angleterre, l'Espagne et les États-Unis ne se font guère d'illusion à ce sujet. Pour le moment l'empereur allemand, les moustaches hérissées, la main sur la garde de son épée, cherche noise à la France, en Afrique, et ne veut pas pour le Maroc d'une contrainte que l'Angleterre et l'Espagne paraissent vouloir désirer ardemment en abandonnant à la France un protectorat souverain sur le domaine du Sultan, voisin des Français d'Algérie. La France ne s'est du reste pas trompée sur l'attitude belliqueuse du Kaiser et M. Delcassé a déjà relevé le gant, en demandant une fois sa démission. Mais des considérations politiques de la plus haute importance forcèrent le ministre à rentrer son indignation et à faire face à la musique. La paix du monde fut assurée pour un temps et la crise politique ajournée.

Le Roi Alphonse XIII fit alors sa visite à Paris. Sauf le malheureux incident de la bombe, le voyage royal eut un plein succès; puis, le jeune roi d'Espagne passa en Angleterre où l'attendaient d'autres hommages et de nouveaux honneurs.

L'Empereur d'Allemagne était maintenant averti et savait quoi penser de la "cordiale entente".

Le ministre Delcassé était donc libre de donner suite à son projet et il démissionna. Cette fois c'est sérieux et sur l'échiquier européen les chancelleries se sont courbées avec une évidente anxiété.

Qui avancera la première pièce?

* * *

La paix!

Hélas, le sort en est jeté.

L'autocrate russe humilié, mais non vaincu, a repoussé la branche d'olivier que lui tendaient les puissances européennes et a mis violemment un frein aux tendances et aux aspirations du peuple russe, en donnant à l'empire un nouveau maître, dont la mission spéciale est de tuer dans l'oeuf le mouvement réformiste, qui avait compté sur les défaites nationales pour s'affirmer et triompher.

Lukase nommant le général Trépoff, le gouverneur militaire de St Pétersbourg, assistant ministre de l'intérieur est, en effet, une lettre de faire part assez significative des intentions de Sa Majesté Impériale Nicolas II.

L'empereur a hésité d'abord, prêtant une oreille distraite aux propos de paix, mais les partisans de la guerre à outrance l'ont emporté. La Russie n'a plus rien à perdre et peut-être trouvera-t-elle le moyen de relever son prestige écrasé dans la résistance jusqu'au bout. En tout cas, ce qui importe c'est de ne pas implorer la paix d'un vainqueur, qui aura le droit de se montrer inexorable et la fierté nationale saura sans doute engendrer de nouveaux défenseurs. Le domaine territorial demeure intact; la Russie conserve ses ressources et la continuation de la guerre, en aidant à la vorace Allemagne, ennuiera assez l'Angleterre, la France et les États-Unis, pour faire obtenir aux vaincus

des conditions plus honorables que celles qu'il leur faudrait accepter aujourd'hui. Peut-être.

Mais dans quelles conditions devra se faire la résistance pour qu'elle soit efficace et n'aboutisse pas au désastre total et définitif? Il semble que la situation soit plutôt désespérée.

Les défaites successives des armées de terre ont acculé le général Liénevitch sur la route de Kharbine, où se fera sans doute la suprême résistance, alors que l'armée japonaise, ayant complété l'investissement de Vladivostock, se ruera sur les derniers retranchements des russes et s'enfoncera dans les steppes de la Sibérie. Le sort de Vladivostock est scellé. La destruction décisive de la flotte de la Baltique a isolé ce magnifique port de mer, et muette sera la terrible forteresse, qui, hier encore, proclamait la grandeur de la Russie et disait aux Nippons et aux Célestes ce qu'il fallait penser de la domination de la Russie en Extrême-Orient.

Le sort des armes lui réserverait-il une dernière chance, qu'il faudrait ce semble que la Russie reprimât d'abord les tendances communistes de son peuple et repoussât le flot révolutionnaire, qui menace la dynastie des Romanoff. La chose est-elle en son pouvoir encore? Peut-être en effet est-il trop tard.

Qu'importe! mutilée, boiteuse, salie du sang de milliers de ses sujets, la Russie ne désarme pas et repousse la médiation étrangère, demandant à la guerre ce que la paix lui refuserait peut-être, l'oubli de ses maux.

Dans ces conditions la continuation de la guerre ressemble fort à un suicide.

* * *

L'Europe et le monde civilisé ont frissonné d'horreur à la nouvelle de l'attentat commis sur la personne du roi d'Espagne et du Président de la République française.

Alphonse XIII et M. Loubet avaient assisté à l'une de ces brillantes réceptions officielles, qui sont comme la manifestation de l'hospitalité française, à l'égard des souverains étrangers, qui visitent la grande capitale, et les deux chefs d'Etat, que pour l'heure on associait dans une commune clameur d'admiration, pour la jeunesse de l'un et les vertus de l'autre, recevaient de la bouche du peuple les hommages sincères de la France républicaine.

Du jeune monarque on vantait l'intelligence et le coeur, mais on ignorait encore la valeur et le courage. L'heure était sonnée où l'on connaîtrait l'un et l'autre.

L'enivrement du triomphe fut en effet brusquement dissipé par la main rouge de l'anarchiste, qui avait tenu lui aussi à participer à la fête et qui, en guise de fleurs, lançait à la tête de son souverain une bombe homicide.

Le misérable.

Par bonheur le coup porta à faux et la bombe alla semer la mort dans les rangs de la garde, qui accompagnait les souverains. Armé du courage des héros, S. M. Alphonse XIII, sous les éclats du fer meurtrier, montra à l'univers un visage serein et l'univers applaudit, maudissant l'ennemi ténébreux et implacable, la hideuse anarchie, dont le bras est armé par la haine aveugle de l'ordre et de la société.

L'indignation générale soulevée par ce criminel attentat, a trouvé des échos dans la presse de tous les pays. De concert on cria: "A bas l'anarchie!" Hélas, depuis longtemps les gouvernements d'Europe semblent impuissants à réprimer le mal, se heurtant sans doute à la force invincible d'une société, dont les membres se recrutent parmi les rangs des prolétaires de tous les pays du monde, et l'anarchie se dressera comme le cauchemar perpétuel de notre civilisation moderne.

Fasciné par les doctrines du socialisme, qui s'engage à régler et à résoudre tous les problèmes, sans égard à leur complexité, fussent-ils de l'ordre économique, politique ou moral, l'ouvrier, qui s'élançait tête baissée à la conquête de sa chimère, n'aboutit toujours qu'à l'asservissement de son individualité à un plus redoutable tyran, l'anarchie, dont le socialisme n'est que le sinistre enrôleur. C'est fatal!

Pour avoir oublié les préceptes de la raison et

les plus simples notions de la réalité, le nouvel anarchiste est condamné, par le maître qu'il s'est donné, à chercher dans le bouleversement de l'ordre établi le redressement des injustices dont il se croit victime et il ne craint pas pour cela de porter une main sacrilège sur le personnel du chef de l'Etat, que les zélés réformateurs lui auront désigné comme le vrai coupable, puisqu'il autorise, défend et protège les différences de castes et de sociétés, que lui répudie. Voudrait-il secouer sa chaîne, qu'il ne le pourrait plus. Il est déceormais au pouvoir du mal organisé. Le tyran commande. En abattant une couronne l'anarchie affirme à la fois sa force et sa tyrannie, et si l'assassinat d'un MacKinley, d'un Carnot, ou l'attentat commis contre Alphonse XIII et M. Loubet, n'ont en quelque ce soit, avancé les petites affaires de la secte infâme, vous verrez qu'il se trouvera d'autres infortunés esclaves pour tenter à nouveau "l'aventure" et revendiquer dans le désordre et le crime les droits chimériques de l'artisan à la justice des nations. Aussi bien, s'il faut condamner la secte, faut-il plaindre les victimes aveugles des sectaires, qui vont dans tous les pays, prêchant la doctrine fautive et trompeuse que le peuple est seul maître de sa destinée, puisqu'il est "tout".

Le Canada n'est pas indemne du mal qui infeste actuellement la vieille Europe et les États-Unis.

Au Canada, en effet, le socialisme fleurit au soleil de liberté, qui nous éclaire et il a déjà pris profondément racine dans l'esprit du peuple, dont il flatte les croyances et les espérances, comptant bien fournir un jour à l'anarchie, qu'il l'inspire, des bourreaux et des victimes. Souhaitons qu'il ne soit trop tard pour que nos gouvernants prennent les mesures d'assurer le sort des ouvriers canadiens contre les conspirations et les funestes séductions de l'anarchie.

* * *

Au Canada l'administration des affaires publiques est paralysée par des considérations d'ordre religieux, qui n'ont de commun avec la politique que les efforts surhumains que tente un groupe important de la députation, pour maintenir la question devant le Parlement. La création de deux nouvelles provinces dans l'Ouest est, avec l'acte de la Confédération, l'une des pages les plus importantes de l'histoire constitutionnelle de notre pays et le souci d'apporter à ces lointaines contrées une législation qui convienne à leurs habitants, est en ce moment ce qui préoccupe davantage l'esprit de nos gouvernants. Seulement comme il arrive toujours dans tout Parlement, qui se respecte, l'opposition ne s'entend pas avec la majorité sur le choix des moyens à prendre pour assurer à leurs nationaux la plus grande somme de bien-être et de liberté et de cette divergence légitime d'opinions, pour le cas qui nous occupe, est né un acrimonieux débat, qui trouve aujourd'hui même de bruyants échos dans la lutte électorale, engagée en plein centre de la province d'Ontario. Le feu des passions politiques s'est alimenté des dénonciations réciproques, suscitées par les conflits qu'ont naturellement provoqués les nationalités différentes des intéressés, au point qu'aujourd'hui la crise politique est devenue une crise nationale.

Les catholiques des nouvelles provinces, c'est-à-dire les Canadiens français établis là-bas, réclament leurs écoles séparées et leur langue, que leur garantit la constitution et c'est sur l'exercice de ce droit qu'on dispute. Il est à redouter qu'une prolongation indéfinie de la querelle amène une perturbation économique dont notre beau pays aura longtemps à souffrir, si les deux principales races, appelées à vivre ensemble sous le même soleil au Canada, cherchent à se détruire, au lieu de s'entendre et de travailler à la prospérité commune. Les tentatives d'asservissement d'une nationalité — nous ne disons pas laquelle — au bénéfice de l'autre occasionneront fatalement des désordres sérieux dans l'état commercial et agricole du pays, si elles n'entraînent pas tout à fait la rupture du lien national.

Est-il à croire que nos hommes d'Etat se sont posé ce problème, avant que d'entreprendre la campagne de préjugés qui se poursuit en ce moment?

JULES MORNAY.